

# Bulletin du FMI

Stratégie pour l'après-crise

## L'Afrique perçoit les signes d'une reprise après la crise mondiale

Bulletin du FMI en ligne  
Le 08 mars 2010



M. Strauss-Kahn se rend en Afrique pour la troisième fois en douze mois. Les changements climatiques représentent un problème épineux pour les pays en développement, a-t-il noté. (photo: Steve Jaffe/IMF)

- M. Strauss-Kahn se rend en Afrique pour la troisième fois en douze mois
- Il faut mettre en place les fondations de la transformation économique de l'Afrique
- À plus long terme, il faudra s'attaquer aux problèmes de gouvernance et faire face aux changements climatiques

Alors que la reprise s'amorce, l'Afrique doit maintenant s'attaquer à des problèmes qui menacent son avenir à plus long terme, notamment les problèmes de gouvernance et les changements climatiques, afin de poursuivre sa transformation économique, selon Dominique Strauss-Kahn, Directeur général du FMI.

Dans une allocution prononcée à Nairobi, au Kenya, M. Strauss-Kahn a évalué les effets de la crise économique et financière mondiale sur l'Afrique. Tout en notant que les turbulences avaient frappé l'Afrique de multiples manières, M. Strauss-Kahn a déclaré que «sur tout le continent, on perçoit les signes d'un rebond, dans les échanges internationaux, les recettes d'exportation, le crédit bancaire et l'activité commerciale. »

« Pour 2010, le FMI prévoit une croissance de l'ordre de 4 ½ %. Bref, je crois que l'Afrique a retrouvé ses marques, même si beaucoup dépendra de la reprise mondiale, qui n'en est encore qu'à son tout premier stade. »

Lors de son voyage au Kenya, en Afrique du Sud et en Zambie, le Directeur général du FMI rencontre des hommes politiques, des chefs d'entreprise et des représentants de la société civile, et évalue avec eux les effets de la crise économique et financière mondiale sur l'Afrique.



M. Strauss-Kahn plante un arbre à l'université de Nairobi. (photo: Simon Willson/IMF)

« L'Afrique doit à la fois retrouver une croissance vigoureuse et se donner les moyens de mieux résister aux chocs », a-t-il déclaré dans son discours du 8 mars qui a planté le décor d'une conférence à laquelle ont participé Raila Odinga, Premier Ministre du Kenya, Uhuru Kenyatta, Ministre des finances du Kenya, Wangari Maathai, militante écologiste et Prix Nobel, Bob Geldof, musicien et militant politique, et Akere Muna, de Transparency International.

Cette conférence, qui était télévisée, s'est déroulée dans l'auditorium de l'université de Nairobi, où environ 500 personnes, parmi lesquelles des étudiants, des responsables locaux et des dirigeants, n'avaient pu prendre place que debout. L'animatrice du débat, Charlayne Hunter-Gault, a posé aux participants des questions sur la réduction de la pauvreté, la bonne gouvernance, l'intégration régionale, le commerce entre les pays africains, le financement de la lutte contre les changements climatiques et l'utilisation des ressources naturelles de l'Afrique. Lors de la dernière demi-heure de cette conférence qui a duré deux heures, Mme Hunter-Gault a invité les étudiants à poser des questions.

### **De meilleures politiques économiques**

M. Strauss-Kahn a déclaré que les bonnes politiques menées par de nombreux pays africains avant la crise économique mondiale les ont protégés contre un ralentissement plus prononcé, car elles ont renforcé leurs finances publiques, réduit leur endettement, contenu l'inflation et permis de constituer de confortables réserves. Grâce à l'amélioration considérable de leur situation en matière d'endettement, a noté M. Strauss-Kahn, un grand nombre de pays ont pu utiliser leur budget pour combattre la crise, notamment en préservant les dépenses sociales.

Toutefois, M. Strauss-Kahn a mis en garde contre un excès de confiance en ce qui concerne les perspectives économiques de l'Afrique. « Il ne faut pas s'endormir sur ses lauriers, a-t-il déclaré. L'Afrique reste éminemment vulnérable à des perturbations économiques qui peuvent avoir des origines très diverses. Songez aux fluctuations des prix des matières premières, aux catastrophes naturelles ou à l'instabilité dans des pays voisins. Songez aux risques résultant de la forte dépendance à l'égard des envois de fonds des travailleurs émigrés, de l'aide et des flux financiers. »



M. Strauss-Kahn s'entretient avec le Président du Kenya, Mwai Kibaki, à Nairobi (photo: Steve Jaffe/IMF)

## **Une double tâche**

M. Strauss-Kahn a noté que « l'Afrique doit à la fois retrouver une croissance vigoureuse et se donner les moyens de mieux résister aux chocs ».

« Il faut commencer par les politiques macroéconomiques », a déclaré l'ancien Ministre des finances de la France.

« La crise nous livre un enseignement important : les pays qui ont mené de bonnes politiques en période d'expansion en ont récolté les fruits en période de crise. Les pays doivent donc retrouver une marge de manœuvre, pour avoir les moyens de mener une politique anticyclique, sur le plan budgétaire et à l'aide des réserves. Il faut renforcer les dispositifs de protection sociale, qui constituent la première ligne de défense pour la population face à des chocs. Nous devons aussi prendre garde au fait que le creusement des inégalités de revenus, entre régions ou groupes de population, peut aggraver les tensions et rendre les chocs plus déstabilisateurs. »

Dans son allocution d'ouverture, M. Uhuru Kenyatta, Ministre des finances du Kenya, a déclaré qu'il se rappelait que, lors d'une conférence en Tanzanie il y a un an, M. Strauss-Kahn avait engagé le FMI à mobiliser la communauté internationale après la crise financière mondiale pour veiller à ce que les intérêts de l'Afrique ne soient pas mis de côté.

« Nous remarquons que vous avez bel et bien tenu votre promesse, parce que nous avons déjà commencé à voir certains résultats, sous la forme d'une augmentation de l'aide financière accordée par le FMI et d'autres partenaires au développement. Conjugué aux réformes engagées au sein du FMI, cela nous a tous beaucoup aidés à surmonter la crise et à remettre nos économies sur la voie d'un développement durable. Nous vous en sommes reconnaissants.»

## **Appels au changement**

En lançant le débat, M. Raila Odinga, Premier Ministre du Kenya, a appelé à changer le mode de gestion de l'économie internationale. « Des réformes fondamentales sont nécessaires dans ce domaine et je suis heureux que le Directeur général du FMI soit l'initiateur de cette réforme. »

« Nous constatons que l'on s'écarte du modèle unique en vigueur par le passé : le FMI entretient des relations plus constructives avec les pays et tient compte aussi des caractéristiques propres aux pays du tiers-monde. »

En réponse à une question de l'audience, M. Strauss-Kahn a déclaré que « le nouveau FMI » cherche à proposer aux Africains un nouveau type de partenariat. « Vous avez besoin de nous, mais il est clair que l'économie mondiale a besoin de vous. Donc, dans les années à venir, peut-être dans les mois ou les semaines à venir, nous nous emploierons, avec vous ici

au Kenya et dans d'autres pays africains, à construire quelque chose de nouveau qui vous aidera à nous aider. »

### **Aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques**

M. Strauss-Kahn a aussi attiré l'attention sur les changements climatiques. Il a appelé « la communauté internationale à mobiliser les ressources nécessaires pour aider les pays en développement, en particulier les pays à faible revenu, à faire face aux changements climatiques », qui pourraient être le « choc ultime ».

Il a ajouté que « faute d'action, l'Afrique souffrira davantage de sécheresses, d'inondations, de pénuries alimentaires et de maladies, avec peut-être pour conséquences instabilité et conflits ».

M. Strauss-Kahn a déclaré que si « certains diront peut-être à juste titre que la question des changements climatiques ne fait pas partie du mandat du FMI ..., le volume de ressources nécessaires pour y faire face a des implications macroéconomiques manifestes : une croissance durable dans les pays en développement exigera des investissements à grande échelle et à long terme pour l'adaptation aux changements climatiques et leur atténuation ».

Dans cette optique, il a déclaré que « les services du FMI étudient l'idée d'un « [Fonds vert](#) » qui serait capable de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 ». M. Strauss-Kahn a souligné que « le FMI n'a pas l'intention de gérer ce fonds. Il souhaite plutôt faire une proposition qui... contribuera substantiellement au débat mondial et sera étudiée par la communauté internationale. Le moment est opportun pour présenter de nouvelles idées. »

M. Strauss-Kahn a reconnu que « la mise en place d'un tel mécanisme exige un effort politique considérable », mais il a noté aussi que « les avantages potentiels sont énormes pour l'Afrique et le monde. »

***Veillez envoyer vos commentaires sur cet article à l'adresse [imfsurvey@imf.org](mailto:imfsurvey@imf.org)***